LA DÉCLARATION DE BAKOU : RENCONTRE PRÉSIDENTIELLE DE HAUT NIVEAU SUR LE THÈME « MESURER LA RICHESSE VERTE DE L'AFRIQUE »

Sommet des dirigeants mondiaux de la COP29 sur l'action climatique
13 novembre 2024 | Bakou, République d'Azerbaïdjan

Le 13 novembre 2024, lors du Sommet des dirigeants mondiaux de la 29^e Conférence des Parties (COP) de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), le Président de la République du Congo, Son Excellence Denis Sassou Nguesso, le Président de la République du Kenya, Son Excellence D^r William Ruto, et le Président du Groupe de la Banque africaine de développement, D^r Akinwumi Adesina, ont co-organisé une **rencontre présidentielle de haut niveau sur le thème « Mesurer la richesse verte de l'Afrique »**.

Ont participé à la réunion les personnalités suivantes :

S.E. M. Denis Sassou Nguesso, Président de la République du Congo,

S.E. M. Paul Kagamé, Président de la République du Rwanda,

S. E. M. Faure Essozimna Gnassingbé, Président de la République du Togo,

S.E. M. Emmerson Dambudzo Mnangagwa, Président de la République du Zimbabwe,

S.E. M. Tiémoko Meyliet Koné, Vice-Président de la République de Côte d'Ivoire, représentant S.E. M. Alassane Ouattara, Président de la République de Côte d'Ivoire,

S.E. M. Philip Isdor Mpango, Vice-Président de la République-Unie de Tanzanie, représentant S.E. M^{me} Samia Suluhu Hassan, Présidente de la République-Unie de Tanzanie,

S. E. M^{me} Judith Tuluka Suminwa, Première Ministre de la République démocratique du Congo, représentant S.E. M. Felix Tshisekedi, Président de la République démocratique du Congo,

S. E. M. Patrice Trovoada, Premier Ministre de la République démocratique de Sao Tomé-et-Principe, représentant S.E. M. Carlos Vila Nova, Président de la République démocratique de Sao Tomé-et-Principe,

S.E. M. Musalia Mudavadi, Premier Secrétaire de Cabinet et Secrétaire de Cabinet aux affaires étrangères et à la diaspora de la République du Kenya, représentant S.E. M. William Ruto, Président de la République du Kenya,

S.E. M. Simeón Oyono Esono Angue, Ministre des affaires étrangères et de la coopération internationale de la République de Guinée équatoriale, représentant S.E. M. Teodoro Obiang Nguema Mbasogo, Président de la République de Guinée équatoriale,

S.E. M. Pierre Hele, Ministre de l'environnement, de la protection de la nature et du développement durable de la République du Cameroun, représentant S.E. M. Paul Biya, Président de la République du Cameroun,

D^r Akinwumi A. Adesina, Président du Groupe de la Banque africaine de développement et Président de ses conseils d'administration,

Professeur Patrick V. Verkooijen, Président-Directeur général du Centre mondial sur l'adaptation,

Rappelant la Déclaration de Nairobi sur le changement climatique et l'Appel à l'action des dirigeants africains, qui soulignent la nécessité de réévaluer le produit intérieur brut (PIB) de l'Afrique par une valorisation appropriée de son abondant capital naturel et des services écosystémiques qu'il fournit, en tenant compte notamment de ses vastes forêts qui séquestrent le carbone pour libérer de nouvelles sources de richesse pour le continent,

Rappelant en outre l'accent mis par la 37^e Session ordinaire de l'Union africaine en février 2024 sur la nécessité de « verdir » le PIB par la prise en compte de la valeur du capital naturel et des services écosystémiques connexes,

Reconnaissant le rôle que joue l'Afrique dans la **transition** énergétique mondiale et le changement climatique,

Prenant note des conclusions et recommandations de la Réunion ministérielle tenue sur le sujet le 6 novembre 2024 et coordonnée par la Banque africaine de développement,

Les Participants :

Reconnaissent l'importance de la valeur du capital naturel de l'Afrique et des services qu'il fournit au monde, qui doivent être pris en compte dans le produit intérieur brut (PIB) de l'Afrique.

Félicitent le Groupe de la Banque africaine de développement pour la production de son rapport novateur intitulé « Mesurer la richesse verte des nations : capital naturel et productivité économique en Afrique » et prennent note des premières estimations qui indiquent que le PIB des pays africains pourrait augmenter de manière significative si l'on tient compte de la valeur des services écosystémiques fournis par le capital naturel.

Soulignent la contribution exceptionnelle des forêts africaines, notamment dans la séquestration du carbone, la réduction de la pollution et la rétention de l'eau et de la fertilité des sols.

Reconnaissent que les pays africains se sont engagés dans des opérations de conversion de la dette en investissements écologiques, opérations qui sont certes utiles, mais qui ne reflètent pas forcément toute la valeur de leur capital naturel dans leur bilan.

Soulignent l'importance du stock de capital naturel en tant que classe d'actifs qui doit être pris en compte pour améliorer l'évaluation par les agences de notation de la solvabilité des pays africains riches en ressources naturelles.

Félicitent le Groupe de la Banque africaine de développement pour son leadership et son engagement dans la recherche de mécanismes innovants permettant de mobiliser le soutien financier et technique nécessaire pour comptabiliser le capital naturel et mesurer le PIB vert des pays africains.

Soulignent la contribution exceptionnelle des forêts africaines, notamment celle de la forêt tropicale humide du bassin du Congo et de ses tourbières, à la séquestration du carbone, à la réduction de la pollution et à la préservation de la fertilité des sols.

Soulignent également que les minéraux essentiels du bassin du Congo contribuent à assurer une transition énergétique juste et à maintenir l'augmentation de la température mondiale à 1,5 degré Celsius.

Reconnaissent la nécessité d'évaluer de manière plus exhaustive les richesses vertes de l'Afrique en tenant compte du capital naturel, et appellent le Groupe de la Banque africaine de développement, d'autres partenaires et les gouvernements à renforcer les capacités des bureaux nationaux de statistiques et à les aider à mettre à jour leurs systèmes de comptabilité nationale.

Conviennent de fournir le leadership et le soutien nécessaires pour intégrer une évaluation appropriée du capital naturel de l'Afrique dans la mesure du produit intérieur brut (PIB) de l'Afrique.

S'engagent à se réunir régulièrement pour évaluer les progrès accomplis et élaborer des stratégies pour réaliser cet objectif, et à plaider collectivement en faveur de cette cause dans toutes les instances, afin que le capital naturel de l'Afrique et les services écosystémiques qu'il fournit soient dûment pris en compte dans l'évaluation de la richesse de l'Afrique.

L'Afrique se réjouit de la perspective de travailler avec d'autres pays et régions en développement du monde, notamment l'Amérique latine et les Caraïbes, ainsi que l'Asie, pour forger une alliance mondiale solide, afin de garantir la prise en compte du capital naturel dans le PIB des nations.

Conviennent d'un commun accord de présenter un rapport complet sur les résultats de cette réunion à la Conférence des Chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine lors du Sommet de 2025, et recommandent que ces résultats soient adoptés sous la forme d'une résolution.